

Immigration et frontières : ce que les Français ont vraiment en tête lorsqu'on ne les assomme ni de morale ni de manœuvres politiques sur le sujet



Loin des fantasmes et du calcul politique, éclairage sur l'opinion des Français sur le thème de l'immigration.

Avec David
Nguyen

Atlantico: Le débat sur l'immigration semble empreint d'hystérie en France. Est-ce ce que vous constatez ?

David Nguyen: Absolument. La conflictualité est même la première idée associée, au sein de l'opinion, à la question de l'immigration selon une étude menée par l'Ifop avec le JDD, l'AJC et la Fondation Jean Jaurès en novembre 2018. Avant même de parler de flux, d'accueil ou de sécurité, plus de 80% des Français associent d'abord la question de l'immigration à une impossibilité à débattre. On voit très clairement que c'est un sujet de tension majeure au sein de la société française.

L'une des raisons de cette conflictualité tient peut-être au fait que cela reste l'un des sujets où le clivage gauche-droite est très fort : par exemple, concernant le devoir d'accueil, les sympathisants de gauche sont à 81% d'accord avec le fait qu'il faut accueillir les migrants qui fuient des pays en guerre. Cela monte à 87% chez les sympathisants PS. Chez Les Républicains, on reste majoritaire mais on chute à 58%. Et seuls 24% des sympathisants du Rassemblement national sont d'accord avec cette idée. C'est donc un sujet très clivé politiquement avec des opinions radicalement opposées.

Comment se situent les Français par rapport à l'immigration ? Les Français semblent demander à leurs dirigeants plus de fermeté, mais semblent également très attachés à la tradition d'accueil inhérente à la France. Est-ce une ambivalence que vous constatez ?

Les Français ont majoritairement une position dure vis-à-vis de l'immigration. Par exemple 63% des Français sont pour la suppression des accords de Schengen. Mais il y a plusieurs nuances à apporter à ce constat. D'abord, la crispation est forte mais a tendance à se relâcher par rapport à 2015, au plus fort de la crise des migrants. En avril 2015, 71% des Français souhaitaient la fin de Schengen, soit 8 points de plus qu'aujourd'hui. Ensuite, la question du devoir d'accueil divise profondément selon la proximité politique. Il n'y a donc pas un bloc d'opinion unanime et figé sur la question. Reste que ce qui domine, c'est une attente de contrôle des flux de migrants : les Français veulent avoir le sentiment que l'État, que la puissance publique, est en maîtrise sur ce dossier. Cela n'enlève pas qu'une majorité de Français (plus de 60%) considère que les migrants arrivés sur le territoire - et, a fortiori, ceux qui ont fui des violences à l'étranger - doivent être accueillis correctement.

Au total, il y a une forme d'équilibre au sein de l'opinion autour de l'idée d'accueillir moins, mais d'accueillir mieux.

Par quoi pourrait passer la réponse migratoire, en France, sans basculer dans une réponse qui pourrait paraître extrême et qui choquerait la population (Italie, Hongrie) ?

Je pense que tout le monde comprend bien que, concernant l'immigration, la réponse se trouve à un niveau européen. Et ça devrait d'ailleurs être l'un des sujets qui pourrait structurer la campagne des européennes de 2019. Bien sûr, une minorité souhaite un retour aux anciennes frontières, retrouver une souveraineté purement nationale sur les questions migratoires. Mais il y a quand même majoritairement l'idée que c'est une question qui concerne l'Europe.

Ensuite, la question de l'application est très difficile, car chaque pays européen peut rechigner à assumer sa part de responsabilité.

Je pense aussi que dans l'esprit des Français il y a un continuum entre immigration et intégration. Il y a forcément des réponses à apporter sur ces questions-là parce que les Français pensent, et l'étude menée avec le JDD, l'AJC et la Fondation Jean Jaurès le montre, que l'immigration va continuer d'augmenter et s'interrogent dès lors sur la capacité d'intégration du pays.